

patrimoines

en devenir



LA LETTRE D'INFORMATION
DE LA FONDATION DU PATRIMOINE
N° 3 / OCTOBRE 2008

Ensemble !

Nous avons souhaité mettre en exergue, dans cette édition, le partenariat qui unit la Fondation du Patrimoine à la plupart des grandes associations nationales qui partagent avec elle la grande cause de la sauvegarde et de la mise en valeur de notre patrimoine national.

Ce choix traduit la priorité qui est la nôtre, de travailler main dans la main avec ceux qui, au quotidien, souvent depuis longtemps déjà, s'emploient à préserver le patrimoine de proximité et à protéger les paysages, vraies richesses pour notre pays, hélas insuffisamment prises en compte. La Fondation du Patrimoine, par ses missions et ses prérogatives, a une vocation différente de celle du monde associatif. Aucun risque donc de concurrence ou de doublon par rapport à

CHARLES DE CROISSET,
président
de la Fondation
du Patrimoine

ce dernier et il en est bien ainsi ! En revanche, un formidable potentiel de synergies s'offre à nous afin de répondre

le mieux possible aux aspirations de tous ceux qui œuvrent sur le terrain.

La Fondation du Patrimoine a conclu des accords de coopération avec de grandes associations et fédérations nationales. Dans le même temps, les dirigeants de ces structures siègent dans les instances nationales de la Fondation tandis que leurs représentants locaux participent souvent à la vie de nos délégations.

L'expérience acquise par ces associations, leur culture du bâti ancien, leur compétence et la passion désintéressée qui anime leurs membres sont très précieuses à la Fondation du Patrimoine. Celle-ci, de son côté, continuera de soutenir activement leur action et leurs initiatives. Seules la solidarité et la coopération nous permettront d'être, ensemble, les acteurs efficaces dont notre patrimoine national a plus que jamais besoin.

FOCUS

AVEC LES ASSOCIATIONS, L'HARMONIE PARFAITE P.2



P. 4

PARTENARIAT

Les CAUE : un relais fiable dans chaque département

P. 6

PATRIMOINE INSOLITE

Quand l'habitat troglodytique réapparaît



P. 7

INTERVIEW

Philippe Richert,
sénateur
du Bas-Rhin



P. 8

DOSSIER Le torchis : retour à la terre !

P. 10

INITIATIVE L'impact global du patrimoine

P. 12

MÉCÉNAT Des centaines de carrières, une seule profession de foi

P. 14

RENCONTRE

Michel Clément, directeur de l'architecture et du patrimoine au ministère de la Culture

AVEC LES ASSOCIATIONS, L'HARMONIE PARFAITE

Depuis des décennies, de grandes associations nationales défendent le patrimoine avec âpreté, bâtissant avec la Fondation du Patrimoine de beaux numéros de duettistes et construisant toutes ensemble une action savamment orchestrée.

Portées par la passion de quelques citoyens éclairés rapidement devenus des centaines, les associations nationales du patrimoine bâti et paysager quadrillent le territoire français. Manoirs, maisons paysannes ou jardins enchanteurs... Si chacune a bien son pré carré, toutes ont à cœur la protection et la valorisation du paysage national. Elles disposent généralement pour cela d'un réseau solidement implanté, de bénévoles aussi érudits que dévoués, et de cette belle notoriété que confèrent des décennies d'engagement. Mais, longtemps, a cependant manqué à leur palette une couleur essentielle, celle de l'argent, sans laquelle tout projet de sauvegarde est irrémédiablement voué à la ruine ! Autant dire que l'arrivée, à leurs côtés, de la Fondation du Patrimoine fut accueillie avec force satisfaction : « C'était enfin le moyen de nos ambitions, l'indispensable outil de nos actions ! », s'en réjouit encore le président de la Fédération nationale des associations de sauvegarde des sites et ensembles monumentaux (Fnassem), Kléber Rossillon. « D'ailleurs, ajoute Paule Albrecht qui préside, elle, aux destinées de la séculaire Société pour la protection des paysages et

de l'esthétique de la France (SPPEF, lire encadré), nombre d'entre nous réclamaient depuis des années une structure institutionnelle de ce type qui puisse croiser partenariats et financements au service d'un patrimoine rural jusqu'alors orphelin de tutelle. »

Favoriser la fusion des réseaux

« Nous sommes désormais plus aptes à défendre les projets, privés ou publics, que nous rencontrons et plus confiants dans leur concrétisation grâce aux soutiens de la Fondation dont nous pouvons nous faire l'écho : souscriptions publiques et labellisation », enchaîne Georges Duménil, qui sillonne depuis cinq ans la Meuse pour Maisons paysannes de France. Depuis 2004, l'homme adjoint d'ailleurs à ces couleurs celles de la Fondation du Patrimoine, et ce bénévole est loin d'être le seul à coiffer ainsi une double casquette « en parfaite complémentarité ». Le relais, voire la fusion des réseaux signe souvent, en effet, le tout premier accord passé entre des associations anciennes, bien implantées, et une Fondation naissante en quête de force de terrain. La Fnassem par exemple – quelque 400 associations



Château de la Tour-Serviat (Puy-de-Dôme), labellisé en 2006, lauréat 2008 du Concours national de sauvegarde-VMF, doté par la Fondation.



Manoir du Buisson (Eure), labellisé en 2006, également lauréat 2008 du Concours national de sauvegarde-VMF, doté par la Fondation.

« Sur le terrain de la complémentarité »

FRÉDÉRIC NÉRAUD,
directeur général
de la Fondation
du Patrimoine

La Fondation du Patrimoine a-t-elle aisément trouvé sa place sur le champ patrimonial français ?

Il ne s'agissait évidemment, pour la Fondation du Patrimoine, ni de concurrencer les associations préexistantes et parfois déjà anciennes et aux vocations clairement établies, ni de doubler leurs actions. Grâce aux prérogatives que lui confère la mission d'intérêt public dont elle est investie par la loi du 2 juillet 1996,

la Fondation du Patrimoine a, au contraire, fait le choix d'appuyer leurs efforts et s'est placée sur le terrain de la complémentarité.

Concrètement, comment cette synergie est-elle obtenue ?

Plusieurs accords de partenariat matérialisent les relations étroites entretenues par la Fondation avec les associations dont elle partage les objectifs. Ces liens confortent un savoir-faire reconnu : soutien au centre de formation et au centre de documentation de MPF, participation aux prix

prestigieux délivrés par VMF ou la SPPEF, appui aux chantiers de jeunes bénévoles aux côtés de Rempart, etc.

La segmentation des intérêts ne nuit-elle pas à l'efficacité ?

Loin d'être un handicap, le pluralisme du monde associatif permet, au contraire, la prise en charge optimale de chaque composante du champ patrimonial. Fortifiée encore par la création du cadre de concertation qu'est le G8, cette dynamique renforce l'action de chaque association et favorise une mobilisation générale efficace.

locales de sauvegarde patrimoniale – offre ainsi sur un plateau « toute l'énergie de ses bénévoles, leurs carnets d'adresses, leurs compétences techniques aussi », avance Kléber Rossillon. Idem pour Rempart qui, forte de ses 200 associations membres, dépose dans la corbeille « les 5 000 à 10 000 personnes constituant nos forces vives », précise le président de cette union nationale d'associations, Henri de Lépinay (voir encadré).

Valoriser le savoir-faire de chacun
« Vieilles Maisons françaises (VMF-Patrimoine historique) a toujours milité pour une vision extensive du patrimoine – grand et petit, bâti et paysager – et poursuivi l'objectif d'un mouvement d'opinion dépassant le seul cadre des propriétaires », rappelle pour sa part le président de la structure Philippe Toussaint. Il précise : « Nous ne pouvons donc que nous féliciter de l'action de la Fondation du Patrimoine, qui rassemble bien chacun dans cette double dynamique... » Quant à Maisons paysannes de France (MPF), elle s'impose, depuis 1965, non seulement par l'action que cette association mène pour préserver le patrimoine rural, mais aussi par ses efforts déployés en faveur de la transmission des techniques de construction anciennes. « C'est donc sur le terrain du savoir-faire que nous rencontrons le plus étroitement la Fondation. Celle-ci soutient nos centres de formation et lieux de ressources, tandis que nous confortons aussi les compétences de ses cadres et délégués, jusqu'à les accompagner sur le terrain, si nécessaire, en qualité de conseillers techniques », détaille son président Michel Fontaine. Érigée en sentinelle, la célèbre association veille aussi à la conciliation des nouvelles normes avec l'entretien des bâtiments anciens : « L'incitation du label nous aide à accroître la qualité des projets menés dans cette « conscience » patrimoniale, et la Fondation contribue au

financement d'une étude sur les performances énergétiques du bâti ancien... », rapporte encore Michel Fontaine.

Animer et inciter ensemble

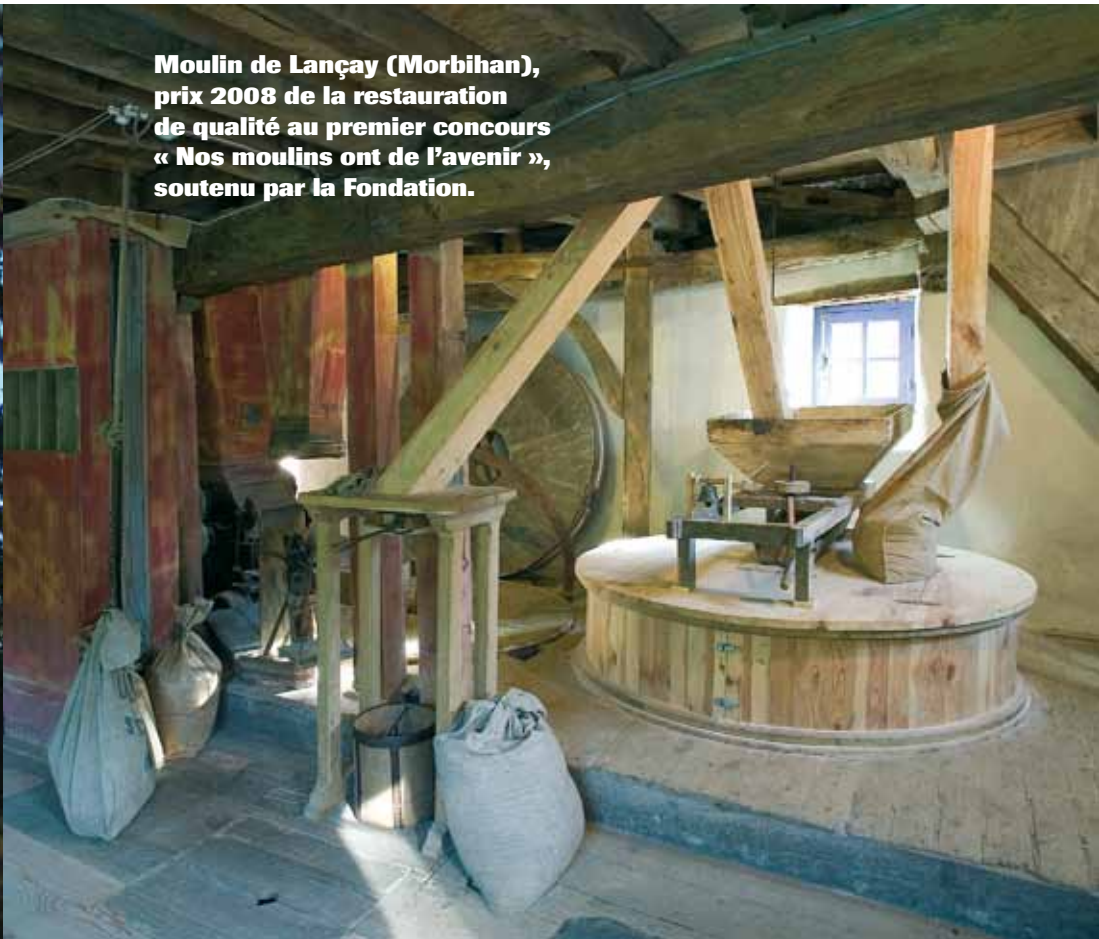
Attentive à nouer avec chacune des relations qui confortent ainsi leur « point fort », la Fondation du Patrimoine multiplie donc les conventions bilatérales qui prolongent les croisements de services et réseaux initiés localement. Il y a, bien sûr, les contributions financières directes, par exemple avec Chantier histoire et architecture médiévales (CHAM) aux projets duquel sont ainsi consacrés 20 000 euros annuels pour une douzaine d'opérations... « Un apport financier primordial sur ce champ – essentiellement médiéval – dont l'Etat se désengage toujours davantage, et un écho sans égal pour nos chantiers d'insertion, situés aussi bien en métropole qu'outre-mer », s'enthousiasme le président de l'association Christian Piffet, lequel salue aussi « ce formidable “facilitateur d'opération” qu'est la Fondation par le biais des réseaux et mécénats ainsi activés ». Il y a aussi les multiples concours et prix, auxquels la Fondation du Patrimoine adjoint sa feuille de laurier. C'est le cas avec MPF, VMF ou encore la Fnassem, qui depuis trois ans organise un concours scolaire centré sur une action de valorisation patrimoniale locale. Et aux côtés de la SPPEF dotant déjà les projets de reconversion les plus exemplaires et les meilleurs « jeunes reporters du patrimoine » (concours photo CM2), elle s'investit aussi depuis 2007 sur le patrimoine funéraire, « un patrimoine délaissé auquel il faut porter des soins urgents », insiste Paule Albrecht. « La réunion de tous, respectivement mobilisés derrière tel ou tel segment du paysage patrimonial, accroît la surface de chacun, estime Michel Fontaine. En nous donnant les moyens d'harmoniser et réussir nos interventions, la Fondation du Patrimoine nous aide à composer un paysage patrimonial complet. »

« L'atout d'une reconnaissance implicite »



HENRI DE LÉPINAY, président de l'union Rempart

« L'action de la Fondation du Patrimoine est, à nos côtés, une aide irremplaçable dont nos chantiers profitent, tant au plan local – par l'organisation de souscriptions publiques notamment – qu'au plan national. A ce niveau, une convention spécifique lie en effet la Fondation et Rempart autour de projets de plus grande envergure. Un budget annuel de 80 000 euros est ainsi dédié au soutien d'opérations « hors labels » qui formalisent l'engagement bénévole de dizaines de jeunes, sur des sites comme celui de la ferme d'Ithe, à Jouars-Pontchartrain, ou de la Commanderie des templiers, à Coulommiers. Mais l'atout pécuniaire est loin d'être l'unique bénéfice de tels partenariats. Par la reconnaissance implicite que ses soutiens manifestent, la Fondation du Patrimoine « adoube » et officialise aussi l'opération menée, faisant ainsi de l'association qui la porte un acteur local reconnu, et ce quelle que soit sa dimension, laquelle ne présuppose jamais de l'intérêt de la restauration engagée ! »



Moulin de Lançay (Morbihan), prix 2008 de la restauration de qualité au premier concours « Nos moulins ont de l'avenir », soutenu par la Fondation.

PHILIPPE CARON



HENKE COUERONS

La reconstruction réussie de ce four à pain (Seine-et-Marne) a obtenu la mention spéciale au concours René Fontaine-Maisons paysannes de France en 2007.

LE G8-PATRIMOINE POUR PARLER D'UNE SEULE VOIX...

Organisations militantes, les associations poursuivent inlassablement la défense du patrimoine bâti et environnemental, ici pour obtenir l'inscription d'un édifice en péril, là pour s'opposer en justice à une défiguration patente. Afin de faciliter les échanges, améliorer une connaissance réciproque et parler d'une seule voix devant les pouvoirs publics, huit d'entre elles, reconnues d'utilité publique, forment depuis janvier 2005 le G8-Patrimoine*. S'il ne comprend pas la Fondation du Patrimoine – eu égard au statut particulier de celle-ci et aux spécificités qui en résultent – le Groupe national d'information et de concertation est en contact régulier avec elle sur les projets les plus sensibles.

* La Demeure historique, Fnassem, MPF, Rempart, Sauvegarde de l'art français, SPPEF, VMF et Ligue urbaine et rurale (LUR).

«La double délégation me permet une action parfaitement équilibrée sur le territoire. En élargissant le champ de mes interventions et en m'ouvrant davantage de portes, elle renforce aussi le discours patrimonial local.»

MADELEINE DE LA ROULIÈRE, déléguée Poitou-Charentes VMF et déléguée départementale Deux-Sèvres de la Fondation du Patrimoine.

zoom

STIMULER LES PROJETS COMMUNAUX AVEC LA SPPEF

Née avec la loi de 1901, la Société pour la protection des paysages et de l'esthétique de la France (SPPEF) défend le patrimoine privé et public, bâti comme paysager... « Un objectif qui fait notre fierté, mais aussi toute notre difficulté », reconnaît sa présidente Paule Albrecht, laquelle loue donc l'aide de ce « remarquable allié » qu'est la Fondation du Patrimoine. Et en profite pour inciter les municipalités à valoriser leur bâti à travers deux prix annuels menés en commun, l'un dédié aux reconversions de bâtiments communaux les plus judicieuses (financement Fondation du Patrimoine : 7 000 €), l'autre consacré depuis 2007 à la sauvegarde d'un élément remarquable de patrimoine funéraire (financement Fondation du Patrimoine : 5 000 €).

<http://sppef.free.fr>

LES CAUE : UN RELAIS FIABLE DANS CHAQUE DÉPARTEMENT

Organismes départementaux, les Conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE) partagent avec la Fondation du Patrimoine leurs exigences de qualité. Les actions communes foisonnent.

zoom

LES MISSIONS DES CAUE

Issus de la loi sur l'architecture du 3 janvier 1977, les CAUE ont pour mission de promouvoir la qualité de l'architecture, de l'urbanisme et de l'environnement dans les 89 départements où ils ont été mis en place, à l'initiative des conseils généraux. Ces organismes associatifs assument une mission de conseil gratuit, technique ou juridique, auprès des particuliers et assistent les collectivités locales dans leurs domaines de compétences. Membres d'une Fédération nationale rassemblant plus de 500 élus locaux et près de 1 000 professionnels (architectes, urbanistes, paysagistes, juristes...), ils étudient aussi les productions architecturales, urbaines et paysagères. Fédération nationale des CAUE – 108, 110 rue Saint-Maur – 75011 Paris, tél. 01.43.22.07.82. <http://www.fncaue.asso.fr>

« Chaque dossier est une nouvelle histoire écrite ensemble »

MARC COUTEREEL, directeur du CAUE de Vendée

« Solide alliée dans la défense du patrimoine bâti local, la Fondation du Patrimoine est aussi

un irremplaçable outil dont les CAUE peuvent user pour préserver un certain nombre de bâtiments dignes d'intérêt et en inscrire la restauration dans un tissu architectural en perpétuelle production. En effet, les incitations financières dont elle dispose – via la labellisation et la conduite de souscriptions publiques – permettent à nos organismes départementaux de dépasser leur seul rôle de veille et d'alerte pour entrer concrètement dans l'action et matérialiser leur conseil dans le cadre de chantiers effectifs mettant en œuvre les bonnes méthodes. Chaque dossier est ainsi une nouvelle histoire que nous écrivons ensemble, en y apportant nos visions et compétences respectives. »

Créés en 1977 pour promouvoir la qualité de l'architecture, de l'urbanisme et de l'environnement à l'échelon des territoires, les Conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE) épousent avec bonheur les objectifs de la Fondation du Patrimoine en matière de valorisation et de restauration du bâti vernaculaire. Des partenariats étroits se sont noués. Dès 2002, l'Union aquitaine des CAUE devient ainsi membre du Comité régional mis en place par la délégation de la Fondation du Patrimoine. Objectif : réaliser des actions coordonnées et complémentaires. « L'union fait la force de frappe et de conviction ! L'idée est donc d'associer nos moyens, nos compétences et nos connaissances pour mieux servir le patrimoine local », résume la déléguée de la Fondation pour la Nièvre, Véronique Simon-Marienne.

Signature de conventions

Certains, d'ailleurs, n'hésitent pas à formaliser ces rapports au sein d'une convention. Comme le Lot-et-Garonne, le Vaucluse affiche ainsi clairement ses convictions depuis janvier 2006 : « Par délégation, notre CAUE assure la mise en œuvre des crédits affectés par le conseil général aux projets de restauration du patrimoine. Dans ces conditions, comment ne pas tisser un lien solide avec la Fondation du Patrimoine qui dispose, sur son périmètre d'intervention, d'outils incitatifs pleinement adaptés aux objectifs de valorisation patrimoniale ? », lance René Guérin, chargé de mission « patrimoine et projets internationaux » au sein de la structure départementale. Sur le terrain, le partenariat se traduit par différentes actions... A commencer par une collaboration technique sans équivoque : « En qualité de conseil à la maîtrise d'ouvrage, l'avis du CAUE est obligatoire pour tout dossier – public, associatif ou privé – déposé à la Fondation et son accord exigé pour impliquer le conseil général en cas de labellisation », détaille René Guérin. Le soutien mutuel est aussi patent dans toute opération engagée en faveur de la sauvegarde du bâti. En 2007, le CAUE a par exemple assuré toute la logistique du concours photographique lancé par la délégation de la Fondation autour du patrimoine hydraulique vauclusien : réception des dossiers, réalisation des affiches, dépliants, diplômes...

Échange d'expertise

Ailleurs, nul besoin de document officiel pour cadrer de réguliers échanges de bons et locaux services ! Il est vrai que les rôles se superposent parfois, facilitant de fait les relations : par exemple, les délégués départementaux de la Meuse et de la Mayenne siègent en qualité d'administrateurs au sein de leur CAUE respectif tandis qu'en Moselle leur homologue assume la charge de secrétaire au bureau de l'organisme départemental ! « Il est certain que, sur un territoire donné, les "sachants" sont forcément appelés à se retrouver rapidement autour d'une même table... », confie Jean-Jacques Pompidou. Ce constat a d'ailleurs conduit le délégué départemental vendéen à bâtir un partenariat exemplaire avec le CAUE local, dont le directeur est membre actif

de la commission qu'il réunit chaque mois avec l'Etat, le conseil général, les associations nationales, etc. « L'inflation des demandes nous conduit à une sélection rigoureuse et unanime des dossiers. Aux côtés de l'architecte des bâtiments de France (ABF), le CAUE introduit sa note particulière, par la connaissance très pointue que ses experts ont du bâti départemental », précise Jean-Jacques Pompidou.

De fait, cette irremplaçable expertise favorise de fructueuses collaborations. Comme en Vendée, l'avis du CAUE est ainsi requis sur les dossiers du Puy-de-Dôme, de l'Isère... Il se fait même impératif dans le cadre de l'opération conduite par le conseil général du Pas-de-Calais en faveur du torchis, opération à laquelle le département consacre une enveloppe annuelle de 30 000 euros. Et il n'est pas rare que, avec l'accord de l'ABF, les compétences desdits professionnels soient sollicitées pour l'élaboration de notices de recommandations complètes permettant aux porteurs de projets de faire établir leurs devis par les entreprises (Haute-Vienne, Corrèze...). « Les CAUE apportent une aide précieuse à la maîtrise d'ouvrage et permettent, par leurs conseils, la constitution de dossiers recevables », analyse le délégué de Côte-d'Or, Gérard Guillet.

Opérations de communication

Unis dans la promotion et la valorisation du paysage patrimonial, Fondation du Patrimoine et CAUE partagent les mêmes objectifs de sensibilisation. Le domaine de la communication s'affirme donc également comme celui d'échanges dynamiques. Il y a, bien sûr, la diffusion de documentations (Charente-Maritime...) et les publications réciproques, dans les Lettres régionales de la Fondation (Pays de la Loire...) et les revues des CAUE (Indre...). S'affichent également les présences conjointes lors des nombreuses animations (concours, Journées du Patrimoine, lancement de souscriptions publiques, en Vendée, Creuse, Vaucluse, Oise...). Viennent également les actions plus spécifiques, comme cette demi-journée « Aides au petit patrimoine rural » organisée fin 2007 par le CAUE de Côte-d'Or emmenant élus, artisans, institutionnels et particuliers à la découverte de trois sites soutenus par la Fondation. « En avril 2009, notre CAUE soutiendra une journée technique organisée par la Fondation et la Guilde des métiers de la chaux », rapporte encore le directeur du CAUE de Côte-d'Or, Félicien Carli. Pas en reste, le CAUE de Vendée délivre régulièrement des exposés sur les techniques de restauration vendéennes (enduits, chaux...), alors que la Nièvre coproduit un DVD consacré à la restauration du bâti et à la lecture du patrimoine. Les CAUE savent aussi faire profiter leur partenaire de leurs ressources humaines et matérielles. Le CAUE de Vendée prête à l'occasion du matériel informatique et assure la réalisation de documents tandis que celui de Seine-et-Marne conçoit et imprime les dépliants soutenant les grands projets de souscriptions locaux (usine Leroy de Saint-Fargeau-Ponthierry, Musée de la pierre meulière à La Ferté-sous-Jouarre, château de Lagny-sur-Marne).



1

TROIS PROJETS SOUTENUS PAR LES CAUE

La rénovation du séchoir à tuiles des Bétoulles (commune de Séreilhac, Haute-Vienne) a fait l'objet d'une fiche de recommandation du CAUE (1). Ce cliché du lavoir de Savoillans (Vaucluse), pris par M. Attila Gabor Docs, a obtenu le premier prix du concours de photographie sur le patrimoine hydraulique vaclusien, concours pour lequel le CAUE a assuré toute la logistique (2). Au cours de la demi-journée « Aides au petit patrimoine rural », organisée fin 2007, le CAUE Côte-d'Or a emmené élus, artisans, institutionnels et particuliers à la découverte de sites soutenus par la Fondation (3).



2

ATTILA GABOR DOCS



3

DR

36%

Plus d'un tiers des délégations départementales métropolitaines de la Fondation collabore régulièrement avec le CAUE local.

« De formidables démultiplicateurs d'information »

JEAN PORRACCHIA,
délégué départemental
de la Fondation du
Patrimoine pour le
Vaucluse

« Les CAUE représentent de formidables démultiplicateurs d'information pour les actions de la Fondation, tant auprès des particuliers qui viennent fréquemment les consulter qu'auprès des petites communes auxquelles ces organismes prêtent régulièrement leur concours technique. Ils repèrent les projets potentiels, contribuent à la notoriété de la Fondation et se font l'écho de ses moyens. Dans la poursuite de nos objectifs, ils sont donc tout à la fois des porte-voix puissants, des relais d'information efficaces, des experts attentifs et des partenaires solides grâce auxquels peuvent se construire de véritables opérations d'animation. »

25%

des partenariats se voient formalisés dans des actions de communication.

QUAND L'HABITAT TROGLODYTIQUE RÉAPPARAÎT

En contrebas des châteaux auxquels ils doivent souvent leur origine, les habitats troglodytiques dessinent une carte originale qui séduit de plus en plus de touristes et de passionnés.

Si l'homme a tout naturellement fait des abris offerts par l'environnement son premier refuge, il n'a généralement eu de cesse de sortir de la caverne ! Reste que certains ont durablement élu domicile dans les anfractuosités du relief. Partout dans le monde, ces troglodytes – du nom d'un peuple égyptien antique – ont ainsi laissé de profondes empreintes.

Les riches au château, les autres au tuffeau

A deux pas – à la verticale – des châteaux qui font la réputation de la France, on rencontre aussi un relief grêlé de centaines de cavités percées dans les parois calcaires, au cœur de la vallée crayeuse de la Seine, et surtout de la Touraine, de l'Anjou et du Saumurois. « Dès le Moyen Âge, profitant des espaces libérés par l'extraction des pierres tendres locales (falun et tuffeau) utilisées pour construire les édifices religieux, les logis seigneuriaux et, bien entendu, les fameux châteaux de la Loire, les hommes se sont installés à flanc de coteau », conte le délégué Maine-et-Loire de la Fondation, Jacques Lafaille. De la simple cave (« tuffe ») à l'habitation de plusieurs pièces, certaines de ces cavités furent utilisées au fil des siècles comme églises, chapelles ou refuges... Et pareillement en plaine, où les carrières s'ouvraient aussi : en Anjou, subsiste Rochemenier, habité jusqu'en 1930 et entièrement restauré par la commune, un de ces villages troglodytiques de plaine, visibles par leurs seules cheminées et réunissant en souterrain écuries, étables, pressoirs, fours...

Sous terre, c'est chic

Les chiffres sont impressionnants : quelque 15 000 entrées de caves et 4 000 hectares de sous-cavages en Touraine, tandis que la moitié de la population du Saumurois habitait encore « troglo » au ^{xix}^e siècle ! Il faut dire que, bon marché et aisément extensible, l'habitat troglodytique présente d'autres intérêts : faible luminosité, hygrométrie parfaite et température constante de 12°C. « Une aubaine en ces terres de vignoble... Et des caractéristiques qui font aussi le bonheur d'autres activités, champignonnières ou travail de l'osier », rapporte Jean-Pierre Dechelle, délégué d'Indre-et-Loire. « Villaines-les-Rochers, jusqu'à 1 000 caves pour 900 habitants, vit ainsi de la vannerie depuis le ^{viii}^e siècle », confirme son maire, Philippe Beauvillain. Pourtant, confort et hygiène s'avérant par trop déficients, ce patrimoine s'est enfoui peu à peu avant de resurgir

aujourd'hui, défendu par des natifs ou des néoruraux qui, chauffage, ventilation et éclairage modernes à l'appui, réinvestissent ces lieux authentiques : ateliers d'artistes, restaurants, gîtes et, naturellement, résidences principales ou secondaires... « Chaque année, nous traitons quelque 350 demandes de conseil et d'expertise issues de particuliers et de collectivités », rapporte le géologue Christophe Léotot, missionné par le Syndicat intercommunal pour la surveillance des cavités souterraines et des masses rocheuses instables d'Indre-et-Loire*. « Ces restaurations, complexes et coûteuses, imposent en effet une étude préalable des risques et l'intervention de spécialistes », explicite Nicolas Glayzon, médiateur du patrimoine à l'association Carrefour Anjou Touraine Poitou (CATP)**.

Visiter « troglo », un must

Pour rappeler qu'en Touraine « tout le monde n'avait pas la vie de château », Louis-Marie Chardon ouvre en 2000 la vallée troglodytique des Goupillières (Indre-et-Loire) : « 23 000 visiteurs en 2007, mais pas une aide à l'époque, priorité étant donnée aux monuments historiques », se souvient-il. Les temps ont changé et, dans le Maine-et-Loire, le patrimoine troglodytique se place dorénavant en deuxième position au hit-parade des atouts touristiques. Conscients de cet avantage, les élus se penchent donc désormais sur leurs cavités, d'autant que celles-ci imposent aux collectivités une vigilance toute particulière (mouvements de terrain, développements racinaires...). Ainsi, le conseil général d'Indre-et-Loire a longtemps accompagné les projets à vocation économique liés à ce type d'édifice, tandis que la région Centre participe pour 5 % à tout travaux réalisés sur son patrimoine non habitable. Idem en Anjou, où l'habitat troglodytique constitue une « filière identitaire locale » et devrait, à ce titre, continuer de bénéficier d'un soutien spécifique du conseil général à la création de structures d'accueil de ce type : analyse des risques géologiques, sécurisation (accessibilité de l'aide en janvier 2009). Les communes, elles aussi, s'intéressent peu à peu à leurs drôles de spécificités ! La Communauté d'agglomération Saumur Loire Développement mène un projet européen de préservation et à Rochecorbon (Indre-et-Loire), qui connaît déjà l'unique hôtel « quatre étoiles » troglodytique d'Europe, un circuit touristique valorisera prochainement des dizaines de demeures troglodytiques privées de la commune. « Nous projetons même d'acquérir un de ces biens afin de l'ouvrir aux visites », ajoute le maire, Bernard Plat. « Le patrimoine troglodytique est une composante à part entière du paysage culturel, vivant, évolutif au titre duquel la région Val de Loire a été classée au patrimoine mondial, conclut Nicolas Glayzon. Il faut aujourd'hui l'exhumer des strates de terre et d'oubli qui l'ont recouvert. »

* Tél. 02 47 28 86 47
** www.capt-asso.org

Colombier (fuie) troglodytique, propriété de M. Mérand, à Meigné-sous-Doué (49)



A Cangey (37), la cave d'Huguette Delaine, labellisée en 2007, est devenue un but de promenade.



Les sept caves de la propriété Boucher, à Meigné-sous-Doué (49), ont bénéficié du label en 2007.



L'hôtel Les Hautes Roches, à Rochecorbon (37), est l'unique « quatre étoiles » troglodytique d'Europe.

zoom

PROJETS PRIVÉS RECHERCHENT VISIBILITÉ !

« La visibilité, condition sine qua non de l'obtention du label, s'avère ici un écueil majeur », reconnaît Laure Queulvé, chargée de mission à la délégation du Maine-et-Loire. Grâce au fronton de sa cave, exposé à la voie publique, Huguette Delaine a cependant pu procéder à la restauration de son bien, tout comme Jean-Camille Mérand pour son colombier semi-enterré (voir photo).

Philippe Richert, sénateur du Bas-Rhin, président du Groupe d'études sur le patrimoine architectural

« Des collectivités pleinement responsables »

Quelle place la politique patrimoniale française réserve-t-elle au patrimoine architectural ?

Si la France demeure une destination touristique de tout premier plan, elle le doit principalement à son patrimoine architectural, exceptionnel en nombre comme en qualité. Bien entendu, elle tient cet atout d'un héritage unique associant art et histoire. Mais la densité et la cohérence de ces richesses culturelles relèvent aussi d'une volonté nationale qui, très tôt, en a soutenu la valorisation. Rappelons qu'une ligne « monuments historiques » figure dès 1819 au budget du ministère de l'Intérieur et que l'inspection des monuments historiques, créée en 1830, publie sa première liste dès 1840... Conduites par des professionnels de la plus grande compétence faisant autorité, les procédures de classement et d'inscription, ainsi que les crédits conséquents qui les appuyaient alors, ont ainsi façonné une politique qui a incontestablement fait référence.

Le constat vaut-il toujours en 2008 ?

Cette politique n'est, hélas, plus aussi exemplaire. D'abord, en raison de l'insuffisance des moyens affectés. Selon une estimation de la commission des Affaires culturelles du Sénat, le budget nécessaire avoisinerait les 350 à 400 millions d'euros quand la réalité ne dépasse pas les 330 millions. Conséquence : le patrimoine se dégrade, d'autant que le rythme inégal des aides de l'Etat empêche la filière de s'organiser. Il faudrait, comme en Angleterre, des ressources affectées – par exemple issues du jeu – afin de pondérer les fluctuations... Ensuite, la France accuse toujours son retard en matière de mécénat, même si certains dispositifs existent désormais. A cette double enseigne, seuls les « très grands » monuments tirent leur épingle du jeu quand les régions connaissent une réalité bien plus difficile.

La décentralisation patrimoniale, en partie introduite par la loi relative aux libertés et aux responsabilités locales du 13 août 2004, peut-elle inverser cette tendance ?

Les collectivités territoriales ont spontanément compris tout l'intérêt de la sauvegarde de leur patrimoine et son impact sur leur territoire... Un intérêt « esthétique », identitaire et social au premier chef, mais aussi, touristique et économique, la filière restauration étant génératrice d'activités et d'emploi. Cependant, comment s'impliquer pleinement lorsque l'Etat ne donne aucune des garanties financières nécessaires au transfert de compétence ? Il faut fournir aux collectivités les « armes » de la bataille afin qu'elles se sentent pleinement responsables, à savoir des assurances financières et un dispositif qui incite encore plus au mécénat. Le privé doit devenir un partenaire à part entière !

Aux côtés des monuments historiques existe tout un patrimoine vernaculaire qui constitue aussi le tissu des territoires. Comment ces deux composantes s'articulent-elles ?

Un monument historique ne prend toute sa substance qu'en considérant l'environnement qui le porte, l'explique et le met en valeur... L'écrin doit donc être à la hauteur ! Le patrimoine rural bénéficie de deux atouts. Il procède d'une compétence totalement transférée, même si c'est sur des lignes de crédit dérisoires. Et il est désormais soutenu par la Fondation du Patrimoine, laquelle a là un rôle éminent à jouer. Par les contributions qu'elle suscite, notamment du secteur privé, il lui revient en effet



DATES CLÉS

1992

Philippe Richert, né le 22 mai 1953, est élu sénateur du Bas-Rhin.

1998

L'ancien conseiller municipal de Strasbourg et ancien conseiller régional prend la présidence du conseil général du Bas-Rhin qu'il conservera jusqu'en 2008.

2002

Philippe Richert devient vice-président du Sénat. Passionné des questions culturelles, il est notamment membre de la commission des Affaires culturelles du Sénat, de la commission du Fonds national pour l'archéologie préventive et du Haut Conseil des musées de France.

d'aboutir à un système de péréquation minorant les différentiels locaux. Dans ce même esprit, elle doit aussi sensibiliser les collectivités – et notamment les conseils généraux – à la question, et disposer partout de relais actifs avec lesquels les responsables locaux puissent travailler. Tout comme pour les monuments historiques, l'avenir du patrimoine de proximité s'écrit entre cohérence nationale et flexibilité locale.

Patrimoine historique ou de proximité, musée, archéologie... La segmentation du patrimoine français et de ses responsables ne nuit-elle pas à sa valorisation ?

Il faut indubitablement de la cohérence pour avoir du souffle, et un seul chef de file pour tracer une ligne ! Il est donc temps d'arrêter de cloisonner et mettre l'ensemble des composantes patrimoniales dans l'escarcelle d'un seul responsable qui dispose ensuite des moyens de travailler avec d'autres. Cette clarification devra aussi aboutir à une gestion plus croisée et plus diversifiée des politiques liées aux monuments historiques, au patrimoine vernaculaire, aux musées, etc. La future Direction générale des patrimoines de France, introduite par la Révision générale des politiques publiques, va dans le sens de cette démarche globale et transversale.

Le manoir de la cour Thomas (xviii^e siècle), situé à Heurtevent (Calvados), entièrement restauré, a été labellisé en 2001.

Reprise d'un torchis traditionnel entre colombages, sur une maison datant du xv^e siècle, à Fontaine-la-Verte (Eure).

DR

LE TORCHIS : RETOUR À LA TERRE !

Au cœur du bâti à colombage, le torchis symbolise depuis des siècles l'habitat rural dans ce qu'il a de plus rudimentaire. Mais ce matériau, longtemps considéré comme le « parent pauvre » de la construction, revient sur le devant de la scène où sont louées ses qualités éco-énergétiques naturelles.

« **L**e torchis ? Le matériau vernaculaire par excellence ! », s'exclame d'entrée Michel Dewulf. Ce spécialiste, dont la briqueterie propose du torchis industriel depuis 1983, poursuit : « Aussi loin que remonte son histoire, l'homme s'est toujours tourné vers la terre crue pour son habitat, ce matériau de proximité qu'un simple regard porté aux nids permettait d'apprécier dans ses qualités intrinsèques : facilité de mise en œuvre, souplesse, résistance... Avec l'adobe qui monte la terre en briques ou la bauge et le pisé qui l'utilisent en murs massifs, le torchis figure parmi les mises en œuvre ancestrales. »

Pâte souple composée de terre argileuse mélangée à des fibres végétales, des sables et/ou des graviers, « le torchis sert au remplissage de structures en bois totalement ou partiellement visibles, ou bien garnit et recouvre entièrement le lattis protégeant les pans de bois qui ne peuvent pas être exposés à l'air », précise Lionel Lamy, artisan et formateur en construction écologique implanté dans l'Eure. Cet hourdis de terre et de végétaux est ainsi le composant indissociable des bâtis à colombages, apparents ou non, et le fidèle reflet des nombreux terroirs français : Normandie (pays de Bray), Champagne, Bourgogne, Alsace, Bretagne, Picardie (Somme, Thiérache)...

Le miroir des terroirs

Dès lors, « chaque fois, ni tout à fait la même, ni tout à fait une autre », la préparation du torchis comme sa mise en œuvre varient d'une région à l'autre, exprimant les contraintes naturelles (sols, climat...) tout autant que les traditions locales. « L'histoire du torchis est celle d'une connivence entre les hommes et leur environnement », résume joliment Michel Dewulf. La terre doit être argileuse, avec la présence de calcaire nécessaire à son liant, tandis que revient à l'artisan le choix des adjuvants qui rectifieront cette composition minéralogique pour

conférer à l'enduit final toutes les qualités attendues : variabilité volumétrique, isolation thermique et phonique, longévité... « Par la souplesse qu'elles donnent à la terre, les fibres jouent par exemple un rôle important dans la liaison du matériau avec le bois », précise Lionel Lamy. Les pailles d'orge et de blé sont aujourd'hui privilégiées mais, selon les régions, roseaux, chanvre, lin et foin ont également été exploités, « l'essentiel étant que ces fibres soient souples et de différentes longueurs pour assurer une armature de qualité », ajoute le « pro ». Enfin, au mélange s'ajoutent des sables, si possible de carrière, qui freineront l'évaporation de l'eau au séchage. Terre à portée de main, fibres issues des champs

La formation en question

« **A mes débuts, en 1983, le torchis n'était visible qu'aux démonstrations de foires ! Pour en apprendre les techniques, j'ai dû démonter d'anciennes maçonneries et retrouver les gestes », se souvient Ely Gontrand, dans la Somme. Depuis, les sessions ont fleuri. « Trois à quatre stages d'une journée suffisent », assure Dominique Meslin, artisan. Sous l'égide de l'Association des artisans du torchis et de la CAPEB de l'Eure, une vingtaine d'artisans haut-normands a déjà reçu une telle formation tandis que la CAPEB du Pas-de-Calais décline désormais son Certificat d'identité professionnel (CIP) sous la mention « torchis » et a agréé quelque quinze professionnels en quatre ans... « Des chiffres encore insuffisants face à la demande croissante du territoire », reconnaît cependant la chargée du patrimoine à la CAPEB du Pas-de-Calais, Anne-Lise Léonard.**



Cette restauration dans l'Orne a été saluée en 2005 par le prix René Fontaine-Maisons paysannes de France (prix d'intégration architecturale).

MAISONS PAYSANNES DE FRANCE

voisins, matières premières minérales... Le torchis a souvent été associé au manque de moyens, techniques et financiers. Une image de pis-aller qui lui a d'ailleurs tant collé aux murs qu'il a bien failli disparaître, d'autant que sa préparation pouvait paraître pénible et coûteuse au regard des « produits béton » déferlant dès la fin du XIX^e siècle. Dès lors, attention aux contrefaçons ! Combien de maisons normandes ou alsaciennes, apparemment typiques, cachent en réalité, entre leurs pans de bois, un remplissage de briques, de pierres ou de ciment ! Une trahison patrimoniale autant que professionnelle, « ces mauvaises restaurations, trop "hermétiques", causant le pourrissement des bois », regrette Corinne Steffens, chargée de mission à la délégation Picardie. Pourtant, « le torchis est un matériau 100 % naturel, indéfiniment recyclable », assure Michel Dewulf. Lequel, mieux que lui, répond aux préoccupations environnementales actuelles à un prix des plus compétitifs (150 à 200 euros par m² posé, coût du charpentier inclus) ? Dopée par les nouvelles exigences « éco-énergétiques » et son gage d'authenticité, la « culture torchis » semble donc se relever de terre, prête à bâtir les beaux jours d'une restauration exemplaire, voire d'une construction qui conjugue le passé au mode contemporain. Lionel Lamy, qui s'est lancé dans une formation qualifiante auprès de Maisons paysannes de France (MPF), ne le regrette pas : « Près de la moitié de mon activité est désormais liée au torchis, avec encore de belles possibilités de progression dans le neuf. »

L'art du torchis bien mis

Las, sur le terrain, rares sont encore les artisans à disposer de telles compétences. Jager la qualité de la terre, sélectionner et doser les adjuvants, prendre le temps et l'énergie de malaxer l'ensemble... Le savoir-faire est impératif pour disposer d'un torchis stable et fiable sans fissures, décollements ni retraits. Or, si la fabrication semi-industrielle de torchis « prêt à l'emploi » facilite indéniablement l'approche du matériau, elle n'intéresse en réalité – pour des questions de coût de livraison – que ceux situés non loin des trois seules filières de production française (Oise, Eure et Calvados), et, in fine, n'élimine pas les désordres d'une mise en œuvre inadéquate. « En cas de fort ensoleillement par exemple, il faut savoir anticiper l'évaporation par une préparation plus molle minorant les risques de fissuration », décrit Dominique Meslin. Président de l'Association nationale des professionnels de la terre crue, cet artisan spécialisé a également

créé l'Association des artisans du torchis, avec la Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment (CAPEB) de l'Eure : « Pour retrouver les bons gestes et adapter les techniques aux exigences modernes, il nous fallait disposer d'une plate-forme d'échanges entre artisans expérimentés. C'est d'autant plus important que la demande progresse sans cesse, notamment grâce aux aides dispensées par les collectivités territoriales et la Fondation du Patrimoine. »

Le Pas-de-Calais très mobilisé

Ici et là en effet, les pouvoirs publics se mobilisent afin de sauvegarder cet attribut majeur de leurs terroirs. Le Parc naturel régional des boucles de la Seine normande soutient l'Association des artisans du torchis et la CAPEB. La Communauté de communes du plateau du Neubourg (Eure) a conclu avec la Fondation du Patrimoine un partenariat dédié aux travaux liés au torchis et à la bauge. Plus au nord, dans la Somme, où 15 % des projets labellisés concernent des bâtiments en torchis, le conseil général soutient jusqu'à hauteur de 20 % les travaux de restauration entrepris. Quant au Pas-de-Calais, il développe depuis plusieurs années une politique exemplaire en la matière, éperonnée par une architecte des bâtiments de France (ABF), Catherine Madoni, que l'ampleur des destructions a alerté. Au milieu des années 2000 est donc réuni un groupe de réflexion : institutionnels (SDAP*, DRAC**, CAUE), Parc naturel régional des caps et marais d'Opale, associations patrimoniales (MPF, Campagnes vivantes), Fondation du Patrimoine, mais aussi la CAPEB départementale car, « sans artisans formés, l'opération serait irrémédiablement vouée à l'échec », précise l'ABF. Outre un recensement des édifices réalisé avec la région, des actions de sensibilisation sont menées et des formations proposées aux artisans (voir encadré) tandis qu'une enveloppe annuelle de 30 000 euros est consacrée par le conseil général aux projets labellisés par la Fondation du Patrimoine. Depuis 2007, quatre chantiers ont ainsi été menés, également aidés par la région Nord-Pas-de-Calais. Et Catherine Madoni voit plus loin : « En partenariat avec l'Ecole d'architecture de Lille, nous souhaitons former de futurs architectes à ce matériau. En outre, le "groupe torchis" devrait se rendre en Allemagne, où des projets contemporains sont réalisés, et il commandite à Art Connexion (Fondation de France) la construction d'un "quillé" à Montreuil-sur-Mer. »

*SDAP : service départemental de l'architecture et du patrimoine.

**DRAC : direction régionale des affaires culturelles.

« L'AUTHENTICITÉ AVANT TOUT »

SOPHIE DECOTTIGNIES, propriétaire à Fressin (Pas-de-Calais)

« Originaire du Pas-de-Calais, j'ai toujours été sensible au patrimoine local. Pour preuve : c'est surtout pour sa grange en torchis que j'ai, il y a quatre ans, acheté cette parcelle de terrain, débutant les travaux de restauration sur ce bâtiment avant même de m'attaquer à l'habitation ! Il n'était pas question de laisser cet édifice tomber en ruine ou perdre son authenticité... L'opération « torchis » menée sur le département me permet de bénéficier de l'aide du conseil général et de la Fondation du Patrimoine. »



DR

L'action du Pas-de-Calais en faveur du torchis a été déterminante dans cette restauration.

« UNE PART SUBSTANTIELLE DE REVENUS »

DOMINIQUE MESLIN, artisan

« Passionné de patrimoine, je ne supportais plus de voir tous ces édifices ruraux à l'abandon. J'ai donc décidé de me replonger dans les techniques ancestrales du torchis, pour travailler moi-même à la sauvegarde des bâtis mais aussi afin de fournir un torchis « prêt à poser » de qualité, sans que chacun ait à creuser devant sa porte ! Il y va de l'avenir de nos paysages, mais aussi de celui des artisans locaux, le torchis représentant désormais une part non négligeable de revenus. Les jeunes, notamment, doivent sérieusement y penser ! »

MAISONS PAYSANNES DE FRANCE



Une technique ancestrale qui répond à des exigences contemporaines.

BIBLIOGRAPHIE

« Le torchis, mode d'emploi », de Michel Dewulf, collection Chantiers pratiques, Edition Eyrolles.

« Torchis, bauge, adobe, enduits – Bâtisseurs en terre crue », recueil de vidéos de chantier et de stages réalisés par MPF-Eure et le Centre national de formation MPF (2 DVD).



LE TORCHIS DE DEMAIN

« Le torchis doit évoluer. Il est temps d'adapter sa mise en œuvre aux exigences contemporaines... » Christian Sutter, formateur pour Maisons paysannes de France, bataille ainsi pour un torchis allégé auquel une teneur en paille accrue (jusqu'à 85 %) conférerait de meilleures qualités thermiques : « Jusqu'à neuf fois plus d'isolation, d'où des maisons plus chaudes à moindre coût énergétique », assure-t-il, tests à l'appui. Il vante donc des résidences « à doubles couches », jouant sur l'isolation du torchis allégé et l'inertie régulatrice du torchis lourd. D'autres expérimentations sont menées, notamment sur des produits secs entre colombages (laine de mouton, broyats de tiges de lin...). « Il ne faut pas figer les techniques. »

L'IMPACT GLOBAL DU PATRIMOINE

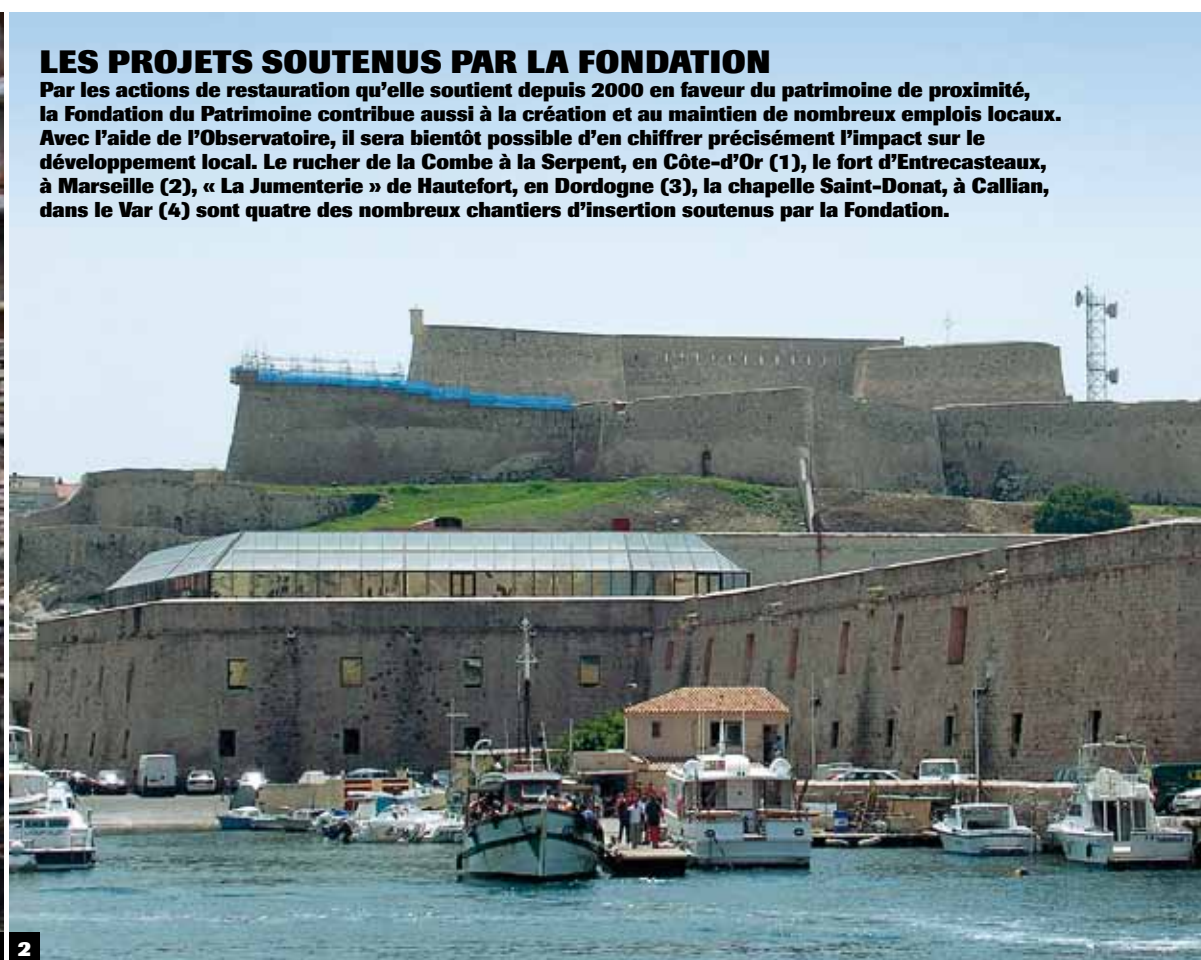
Le Club des Partenaires, créé par la Fondation du Patrimoine, se veut un creuset de réflexion. Le 3 avril dernier, l'Agence régionale du patrimoine PACA y dévoilait les résultats d'une étude sans précédent menée sur l'impact économique et social du patrimoine.

« **L**e patrimoine coûte très, voire trop cher ! » La sentence faisait florès en région Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA) où quelque 100 millions d'euros supplémentaires sont consacrés depuis 2001 à la restauration des principaux sites du patrimoine antique dans le cadre du plan Patrimoine antique... « Pour réfuter cette assertion et justifier l'effort local, il fallait donc des preuves tangibles de l'impact de ce dernier, au-delà de ses seuls effets culturels », commence Hervé Passamar. A la direction de l'Agence régionale du patrimoine PACA (ARP PACA), émanation du conseil régional PACA et du ministère de la Culture unique en son genre, l'homme se lance donc dans une aventure inédite : l'étude de l'impact économique et social du patrimoine protégé sur un territoire ! L'affaire n'est pas si simple car tout est à concevoir : « Jamais le patrimoine n'avait été évalué à un tel niveau, admet Hervé Passamar. Nous ne voulions pas nous limiter aux impacts directs, comme les résultats des billetteries, car ces données nous sont très rapidement apparues comme l'infime partie émergée de l'iceberg.

En réalité, 80 % des recettes et emplois proviennent des effets indirects et/ou induits, générés par les actions de sauvegarde patrimoniale. »

La naissance d'outils performants

Dès lors, entre acteurs multiples, données à collecter et indicateurs à imaginer, la méthode s'avère d'une telle complexité qu'est mis en place un Observatoire associant aux intervenants « naturels » du secteur (institutionnels, entreprises, acteurs du tourisme...), des économistes, des géographes, des sociologues et des historiens... Sans oublier le Centre d'études et de recherches sur les qualifications (CEREQ) et les acteurs de la formation, pour la prise en compte d'une dimension centrale : la professionnalisation. Premier impératif : créer des outils fiables, issus d'une terminologie partagée, afin d'obtenir des chiffres crédibles. « Pour l'aspect social par exemple, nous avons circonscrit les emplois directs à ceux réalisés sur un site patrimonial et recensés par la direction régionale des affaires culturelles. » Les emplois indirects concernent



LES PROJETS SOUTENUS PAR LA FONDATION

Par les actions de restauration qu'elle soutient depuis 2000 en faveur du patrimoine de proximité, la Fondation du Patrimoine contribue aussi à la création et au maintien de nombreux emplois locaux. Avec l'aide de l'Observatoire, il sera bientôt possible d'en chiffrer précisément l'impact sur le développement local. Le rucher de la Combe à la Serpent, en Côte-d'Or (1), le fort d'Entrecasteaux, à Marseille (2), « La Jumenterie » de Hautefort, en Dordogne (3), la chapelle Saint-Donat, à Callian, dans le Var (4) sont quatre des nombreux chantiers d'insertion soutenus par la Fondation.

48 000

emplois directs, indirects et induits découlent de l'action menée en PACA sur le patrimoine protégé, soit près de 3 % des emplois de la région.

« Désormais plus proches des donneurs d'ordre »

DIDIER HORCHOLLE, délégué du Groupement des entreprises de restauration des monuments historiques PACA

« Cette étude, à laquelle nous avons été associés, met clairement en évidence la part économique non négligeable que représentent les sommes réinjectées par les entreprises de restauration dans l'économie locale (personnels, fournisseurs, hôtellerie, assurances...). En corrigeant l'image de l'entrepreneur trop « gourmand », elle atteste de notre poids et nous offre l'occasion d'un rapprochement plus étroit avec nos donneurs d'ordre, dans le souci partagé d'un développement local réussi. Ces résultats sont aussi une aubaine pour tout le secteur, lequel peut désormais espérer un essor des chantiers de ce type dans les régions qui hésitaient encore à s'y lancer. »

27%

des touristes de PACA ont la découverte du patrimoine (protégé, non protégé...) pour principale motivation.

en revanche ceux exercés dans le cadre des travaux de restauration ainsi que ceux liés au tourisme patrimonial (hôtellerie...). Enfin, les emplois induits relèvent de toutes les activités générées par l'économie, à savoir l'extraction des carrières, le transport, les fournitures, etc. Pour la mise en œuvre de cette ambitieuse démarche, l'agence s'est appuyée sur les travaux faisant autorité de l'économiste Xavier Greffe.

Une moisson de bonnes surprises

L'analyse débutée en 2005 livre ses premiers fruits. Les chiffres tombent, provoquant la stupéfaction. Il y a les excellentes surprises. D'abord, le nombre total d'emplois générés – 48 000 sur la région – à la portée d'autant plus significative que le territoire est en partie rural. Ensuite, le montant des billetteries des 700 monuments historiques régionaux ouverts au public, supérieur de 4 millions d'euros à celui des travaux financés par l'Etat et les collectivités territoriales ! Ainsi, les dépenses réalisées sur le patrimoine favorisent très clairement le développement de l'activité locale avec un niveau de retour supérieur à l'investissement bénéficiant, non pas à l'investisseur (Etat, région), mais aux acteurs locaux (entreprises, hôtels, restaurants...) et aux collectivités territoriales (richesses fiscales, création d'emploi...). Des résultats qui ne peuvent que conforter les démarches entreprises par la Fondation du Patrimoine auprès de ses contributeurs, publics et privés... « Ces résultats venaient battre en brèche tous les a priori », raconte le directeur de l'ARP PACA. Mais il y a aussi les moins bonnes nouvelles : les principaux sites accusent une baisse de fréquentation importante que des raisons conjoncturelles ne suffisent pas à expliquer. Après réflexion, la conclusion est sans appel : la qualité de l'offre n'est plus toujours au rendez-vous ; les métiers, qualifications et modes de gestion

paraissent obsolètes au regard des nouvelles aspirations des publics (offre tarifaire, logique de circuits, qualité de l'accueil...). Il faut donc rapidement modifier la donne, qualifications et métiers compris.

Un aiguillon pour les politiques

Ainsi, conçue à l'origine comme un simple état des lieux ponctuel, l'analyse débouche très vite sur des fiches de préconisations susceptibles de réorienter la filière. Ce qui n'existait essentiellement au départ que pour légitimer l'action conduite, en aval des politiques, devient désormais le support de nouvelles stratégies permettant d'accompagner, voire d'anticiper les mutations. Et l'Observatoire, qui obtient là ses lettres de noblesse et le gage de sa pérennité, se fait ainsi le phare d'une nouvelle politique patrimoniale régionale, non plus réduite à une logique de site périmée mais pleinement actrice d'une valorisation partenariale du territoire. « Patrimoine, culture et tourisme doivent mieux s'articuler dans le cadre d'un développement local abouti, fondé sur la notion de territoire. Il nous faut apprendre à sortir de la vision segmentée classique pour privilégier une véritable perspective de croisement des initiatives et de diversification des voies de valorisation, par exemple avec le patrimoine naturel et non protégé. Cette étude nous dirige ainsi vers des actions différentes, mieux ciblées et organisées en réseaux. C'est indubitablement dans ces enjeux de professionnalisation et de territorialisation que se trouve l'avenir du champ patrimonial. » Et c'est en les relevant que le patrimoine, s'il coûte parfois très cher, peut aussi rapporter beaucoup... « A condition cependant que la finalité du projet demeure toujours culturelle », prévient Hervé Passamar, lequel travaille désormais à inclure d'autres indicateurs non monétaires de valorisation culturelle à son Observatoire : la citoyenneté, par exemple.

« Le point de départ de politiques ministérielles plus efficaces »

MARCO MARCHETTI,
chef de la mission
« Valorisation
du patrimoine »,
à la Direction
de l'architecture
et du patrimoine

« L'avenir du champ patrimonial et son impact local sont des problématiques qui valent sur tout le territoire, plus encore peut-être dans des

régions rurales où le poids économique de ce secteur est prégnant. L'évident intérêt du projet de lecture patrimoniale mené par l'Agence régionale du patrimoine PACA nous a donc conduit à proposer à celle-ci une mission d'essaimage sur les autres régions. Depuis dix-huit mois, tous les acteurs du patrimoine ont transmis leurs fichiers à l'Observatoire pour la constitution d'un état des lieux formalisé permettant une analyse transversale. Après des premiers résultats attendus fin 2008, ce travail de coproduction devrait susciter une réorientation des politiques ministérielles pour les rendre encore plus efficaces. »



Les entreprises s'impliquent

Viellissement et pénurie de personnels qualifiés... L'impératif de formation ressort rapidement de l'étude, conduisant les entreprises locales à imaginer une filière commune, adaptée aux spécificités régionales (badigeon coloré, chaux, stuc, lauze...) comme aux exigences du secteur (recrutement de personnes issues de l'insertion). Sous l'égide du GEIP MH PACA*, créé par l'ARP PACA avec l'aide de l'Etat et des collectivités territoriales, est donc élaboré un programme de formation, conduit par deux compagnons du tour de France et ouvert aux jeunes bénéficiaires des dispositifs spécialisés... 700 heures en alternance sur deux ans, couronnées par un CDI garanti dans l'une des entreprises adhérentes ! Seize premiers professionnels intègrent ainsi la vie active en octobre 2008, et d'autres cycles suivent déjà, les entreprises locales estimant à 15% leur besoin en renouvellement d'effectifs d'ici dix ans. L'expérience pourrait faire école dans d'autres régions...

* Groupement d'entreprises pour l'insertion et la professionnalisation Monuments historiques PACA.

1€
investi dans
le patrimoine
en PACA
génère 13 €
dans l'économie
régionale.

zoom

UNE AGENCE UNIQUE EN FRANCE

L'Agence régionale du patrimoine PACA a été créée en janvier 2001 à l'initiative de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et du ministère de la Culture afin de coordonner le plan Patrimoine antique et contribuer au développement de la politique patrimoniale régionale. Unique en son genre sur le territoire national, elle publie régulièrement des études et propose notamment un guide méthodologique utile à tout diagnostic local.

ARP PACA - 17 rue Gaston de Saporta,
13100 Aix-en-Provence - France - Tél. : 04 42 67 02 39 -
www.patrimoine-paca.com

DES CENTAINES DE CARRIÈRES, UNE SEULE PROFESSION DE FOI

Dans la ligne du Groupe dont il constitue une branche d'activité, Lafarge Granulats inscrit sa croissance dans une démarche de « construction durable ». Et concourt fortement à la valorisation du patrimoine situé aux abords de ses sites.

« Participer intimement à l'aménagement et au développement du territoire »



ARNAUD COLSON, directeur des affaires publiques et du développement durable pour Lafarge Granulats et Béton

« Le patrimoine bâti est une composante de l'environnement et, à ce titre, le Groupe ne pouvait que s'impliquer dans sa sauvegarde et sa valorisation. Au-delà de la seule aide portée au patrimoine local, naturel ou bâti, Lafarge Granulats appuie concrètement une gestion durable

des ressources et participe de la manière la plus intime à l'aménagement et au développement du territoire. Il y va de la responsabilité sociale et sociétale de l'entreprise. Par ailleurs, ces actions constituent pour nos produits une opération d'image et de notoriété sans précédent à l'égard de nos clients, maîtres d'ouvrage comme maîtres d'œuvre. Elles sont aussi, pour nos salariés, des occasions de fierté qu'ils peuvent partager avec leur famille et leurs amis. »

Peut-on imaginer puiser sa croissance aux richesses mêmes du sol sans se préoccuper de questions environnementales ? Peut-on être le premier constructeur au monde sans s'investir dans l'architecture et le patrimoine ? Assurément non, et le Groupe Lafarge, leader mondial des matériaux de construction, sait qu'il n'y a de performance économique durable sans progrès social ni protection de l'environnement. Aussi, depuis le sommet de Rio, le Groupe développe-t-il une gouvernance spécifique, baptisée « Lafarge way », fondée sur des valeurs parmi lesquelles la protection environnementale et le respect des communautés locales comptent tout particulièrement. Une éthique impérative qui s'applique à ses 80 000 collaborateurs, partout dans les 76 pays où ses trois branches d'activités – Ciments ; Granulats et Béton ; Plâtre – sont présentes. Unique entreprise du secteur de la construction répertoriée parmi les 100 multinationales les plus engagées en matière de développement durable, Lafarge s'implique ainsi aux quatre coins de la planète dans des actions de développement économique et social, de protection de l'environnement et de santé publique.

Un « credo » mondial, des déclinaisons locales

Cette ligne éthique, adossée à un partenariat mondial avec WWF, est précisément déclinée selon les multiples métiers du Groupe. Ainsi, l'activité cimentière s'investit tout particulièrement dans la recherche de projets et produits favorisant la réduction des émissions de CO₂ et gaz à effets de serre dans l'atmosphère, tandis que d'autres branches se penchent plutôt sur la gestion des espaces naturels et la protection du patrimoine bâti. Dès 2003, le constructeur s'est ainsi associé à la Fondation Pro Patrimonio afin de porter secours aux quelque 20 000 bâtiments composant l'héritage architectural national de Roumanie. Ce partenariat de trois ans engage les entreprises du Groupe implantées en Roumanie à contribuer, financièrement ou par le don de matériaux, aux principaux travaux de rénovation entrepris sur le pays (village de Viscri inscrit au patrimoine de l'Unesco, monastère de Voronet, Casa Golescu...). Dans cette même dynamique conduite en faveur de la préservation du patrimoine et de la diversité des cultures, le Groupe Lafarge s'est également rapproché du musée du Louvre en juillet dernier afin de participer à l'emblématique construction de son futur département des Arts de l'Islam.

Patrimoine et biodiversité

Fondé sur l'une des activités majeures du Groupe, Lafarge Granulats est évidemment en phase avec un tel mouvement, la prise en compte environnementale constituant la condition sine qua non de l'accès aux ressources minérales. C'est donc en temps réel que les 40 sociétés locales gérant en France les 200 sites exploités par l'entreprise (carrières, sablières, ports et dépôts) conjuguent l'exemplaire mode de gouvernance.

Un mode qui met tout particulièrement l'accent sur la qualité des projets de carrières (18 carrières certifiées ISO 14 001, 12 en cours de certification) et le réaménagement de celles-ci en faveur de la biodiversité (réaménagements forestiers, créations de zones écologiques sèches ou humides, plantations de 100 000 arbres chaque année...).

La sauvegarde et l'entretien du patrimoine sis à proximité des lieux d'activité intègrent bien évidemment cette politique de valorisation, aussi rigoureuse qu'ambitieuse. Désireux donc de renforcer son implication dans le paysage esthétique, économique et social des régions où sont implantées ses sociétés, Lafarge Granulats a signé en octobre 2006, avec la Fondation du Patrimoine, une importante convention quinquennale de mécénat qui conforte son rôle d'acteur local déjà significatif. « Depuis la quarantaine d'années qu'il y exploite une carrière, Lafarge Granulats contribue fortement à maintenir l'emploi sur notre petite commune de 800 habitants tout en enrichissant la biodiversité locale. Grâce à son action patrimoniale, il renforce aujourd'hui cette implication économique et se fait le co-artisan d'une certaine identité locale », reconnaît Marcel Ferry, maire de Saint-Martin-la-Garenne (Yvelines). Comme tous les autres chantiers éligibles – publics ou associatifs –, le projet de ce village francilien est effectivement situé à proximité immédiate d'un site Lafarge Granulats et fait l'objet d'une opération de souscription publique : « L'idée force est d'accompagner un projet auquel tous adhèrent, dans le cadre de partenariats noués avec les réseaux institutionnels et associatifs locaux », précise Arnaud Colson, directeur des affaires publiques et du développement durable pour Lafarge Granulats et Béton.

Huit projets en 2007

En 2007, huit projets ont ainsi été soutenus, pour un total de 148 000 euros. Parmi ceux-ci peuvent être notamment cités le retable du chœur de l'église Saint-Mesmin de Villersmain (Loir-et-Cher), la restauration de la tour Paugé faisant partie du célèbre château des Andelys (Eure) ou encore, dans ce même département, celle de l'église Saint-Hilaire de Muids. C'est également grâce à l'apport financier de Lafarge Granulats que seront restaurées les statues en bois ou pierre polychrome de l'église de Cry-sur-Armançon (Yonne). Enfin, sans le Groupe et sa contribution décisive, comment le petit village de Rivecourt (Oise) aurait-il pu espérer procéder à la sauvegarde de l'église Saint-Wandrille (voir encadré et photo) ? Le mécénat peut également prendre la forme de dons en nature, voire de prestations de compétences. Dans le Var, tel devrait être prochainement le cas pour la chapelle Saint-Laurent de Callas, comme cela le fut précédemment à la chapelle Saint-Donat de Callian. Des interventions, donc, aussi variées que polymorphes qui, jour après jour, signent sur le terrain l'engagement du Groupe et gravent à même la pierre sa ligne éthique : faire carrière sans jamais oublier l'essentiel !

zoom

UNE FORTE IMPLICATION DANS LES POLITIQUES TERRITORIALES

Lafarge Granulats soutient activement la mise en œuvre des politiques publiques françaises et européennes relatives à la protection environnementale : archéologie préventive, application des directives sur l'eau et sur les déchets miniers, chartes régionales des matériaux pour l'optimisation de l'exploitation des ressources minérales et la promotion du recyclage, participation à l'élaboration de la directive européenne sur la stratégie marine ainsi qu'au plan visant à stopper le déclin de la biodiversité en Europe dès 2010...



1 2



Depuis 2006, Lafarge Granulats s'engage, avec la Fondation du Patrimoine, dans une importante convention quinquennale de mécénat.

Restauration des charpentes et couvertures de l'église Saint-Hilaire de Muids (Eure) (1). Restauration des statues en bois ou pierre polychrome, classées monuments historiques, de l'église Saint-Julien de Cry-sur-Armançon (Yonne) (2). Restauration des charpentes et couvertures de l'église Saint-Wandrille, à Rivecourt (Oise) (3). Mise en valeur intérieure de la nef, du narthex et du collatéral sud de l'église de Saint-Martin-la-Garenne (Yvelines) (4).



3 4



DR

2 600
salariés
travaillent pour
Lafarge Granulats
dans
60 départements
français.

« Un élément de confiance supplémentaire »

**ROGER
BEAUMONT,**
maire de Rivecourt
(460 hab., Oise)

« Rivecourt est très attachée à son église dont les fondations remontent au Moyen Age. Mais pour une commune comptant moins de 500 habitants, les travaux requis par sa restauration étaient absolument inconcevables sans la participation financière de Lafarge

Granulats. Ce geste fort consolide le lien déjà intimement tissé entre le Groupe et les habitants, non seulement par l'activité quotidiennement insufflée au développement économique local, mais aussi par l'attention portée à notre environnement de proximité. Ainsi, une première carrière dont l'exploitation est achevée devrait prochainement devenir un site d'observation ornithologique dans le cadre d'une reconversion spectaculaire. La nouvelle action, cette fois menée en faveur du patrimoine bâti, vient s'ajouter à ces relations comme un élément de confiance supplémentaire. »

259
millions de tonnes
de granulats vendues
à travers le monde sur
près de 600 carrières
(chiffres 2007).

Entretien avec Michel Clément, directeur de l'architecture et du patrimoine au ministère de la Culture

« Développer plus encore l'initiative locale »

Sur le champ culturel, un des projets phares de la Révision générale des politiques publiques est la création d'une Direction générale des patrimoines de France, à la tête de laquelle vous êtes par ailleurs pressenti. Quelle volonté manifeste cette innovation ?

Une Direction générale des patrimoines de France, à l'intitulé encore provisoire, devrait effectivement être créée au premier trimestre 2009, qui réunira les directions de l'architecture et du patrimoine, des musées de France, et des archives de France. Cela devrait conduire à une meilleure synergie des actions, au niveau central comme au plan local, notamment par le biais du regroupement des DRAC et des SDAP. Cette cohérence de l'action publique est très attendue par les collectivités locales. Elles trouveront là un partenaire à l'action territoriale renforcée.

Dans cette nouvelle configuration, quelle place le patrimoine de proximité prend-il ?

L'Etat recentre ses moyens budgétaires sur le patrimoine inscrit et classé au titre des monuments historiques. Le patrimoine dit « de proximité » relève pour sa part de deux acteurs principaux, les conseils généraux, auxquels le ministère de la Culture a transféré ses crédits en 2004, et la Fondation du Patrimoine. Dans ce contexte, le regroupement des DRAC et des SDAP ne pourra que renforcer ces partenariats



locaux et la dynamique de valorisation et de sauvegarde de ce patrimoine.

Dix ans après sa création, comment évaluez-vous le rôle de la Fondation du Patrimoine ?

La Fondation du Patrimoine tient incontestablement sa place aujourd'hui dans le paysage patrimonial. Cet organisme reconnu d'utilité publique,

et auquel revient des prérogatives importantes comme l'attribution de labels à incidence fiscale, connaît aujourd'hui une relation forte et harmonieuse avec l'Etat dont il est devenu un partenaire de choix. La Fondation du Patrimoine a aussi parfaitement su nouer des partenariats de proximité constructifs avec les collectivités locales et le secteur privé, et doit continuer en ce sens, le mécénat

ne devant pas se limiter aux seuls grands monuments nationaux.

Doit-elle étendre ses interventions et compétences ?

L'heure est, me semble-t-il, plutôt à la consolidation de ses positions et à la mobilisation autour de la Fondation des collectivités locales et du mécénat privé. Un important travail de conviction peut être mené auprès des collectivités territoriales afin que les richesses patrimoniales de chaque territoire soient préservées et valorisées. Les acteurs associatifs et institutionnels doivent œuvrer ensemble pour développer plus encore l'initiative locale, et la Fondation a là un rôle moteur à jouer.

De nombreux acteurs interviennent en matière de sauvegarde patrimoniale. Cette « balkanisation » n'est-elle pas nuisible à l'action ?

Les efforts s'additionnent au contraire ! Le champ du patrimoine n'a cessé de s'élargir, depuis le patrimoine antique jusqu'au patrimoine immatériel. L'Etat, seul acteur au départ, a été rejoint par les collectivités territoriales, les associations et la Fondation du Patrimoine. Cette multiplicité d'intervenants s'affirme comme un gage de réussite dès lors qu'il y a cohérence d'action et exigence de résultat. La future Direction générale garantira ces conditions, l'Etat continuant de jouer son rôle essentiel de coordinateur général et d'expert, garant de la qualité scientifique.

Le portrait de...

Danièle Bellon, déléguée régionale de Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA)

La passion de construire

Originaire de Marseille, Danièle Bellon connaît bien le paysage de Provence-Alpes-Côte d'Azur. Et veut voir son accent continuer d'en coiffer les pierres. Dès 1997, elle accepte donc bien volontiers la proposition du président Edouard de Royere : Danièle Bellon sera la première déléguée régionale de la Fondation du Patrimoine, à ce jour encore la seule femme en charge d'une telle mission au sein de l'organisation. « L'affaire semblait alors une gageure ! Les besoins étaient légion, mais je ne disposais ni de collaborateurs, ni de partenaires financiers. Il a fallu tout créer », se souvient-elle. Avec la passion de construire héritée d'un père entrepreneur, la nouvelle déléguée se jette donc dans l'action. Dès 1998, la délégation PACA prend ainsi forme avec le soutien des CCI de Digne et de Marseille, rejointes en 2007 par celle de Nice. Et l'enthousiasme de la pionnière se transmet. A l'origine une poignée, chargés de mission, délégués départementaux et délégués de pays sont peu à peu plus d'une vingtaine à lui prêter main-forte. « La région PACA est une vaste terre de contraste, ici sururbanisée et parfois saccagée, là rurale et sauvage. Pour servir

son patrimoine, il faut une équipe bien soudée, dont la dynamique et l'efficacité sont aujourd'hui ma plus grande fierté. » Chapelles, ponts, oratoires, lavoirs... Les projets abondent, mais les financements demeurent encore insuffisants. « Les départements urbains ont d'autres priorités, les territoires ruraux manquent cruellement de moyens », explique Danièle Bellon. Peu importe, la délégation se fait championne des souscriptions publiques : plus de 100 chantiers aidés pour près de 8,5 M€ de travaux, soit quelque 420 000 € de dons collectés à ce jour. Et ce sans oublier la contribution sans égal d'un mécène de poids, Total, auxquels le site de Tholon à Martigues et, tout récemment, le bastidon du domaine du Rayol comme l'observatoire de Nice doivent la plus grande part de leurs restaurations. « Privé (217 labels) ou public, d'envergure ou modeste, chaque chantier est un miracle au-dessus duquel la Fondation s'est muée en bonne fée », conclut Danièle Bellon, laquelle assure enfin avoir, dix ans après, « trouvé sa place ».

Contact : Danièle Bellon, tél. : 04. 91. 39. 56. 70, déléguée régionale de Provence-Alpes-Côte d'Azur.



« Chaque chantier est un miracle au-dessus duquel la Fondation s'est muée en bonne fée. »

la vie de la Fondation

8 juillet 2008

Total soutient le patrimoine Vauban

Total s'engage aux côtés de la Fondation du Patrimoine dans la restauration de la citadelle de Saint-Jean-Pied-de-Port (Pyrénées-Atlantiques). Après la tour Vauban de Camaret-sur-Mer et le fort de la Conchée, au large de Saint-Malo, le premier partenaire de la Fondation apporte ainsi un nouveau soutien à l'œuvre de l'illustre Vauban.



Les remparts de la citadelle de Saint-Jean-Pied-de-Port en Pyrénées-Atlantiques

3 au 5 septembre 2008

Université d'été des CAUE

Les 89 Conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE) répartis dans 89 départements du territoire ont choisi le décor Art déco de la Cité de la mer de Cherbourg pour présenter leurs travaux autour du cadre de vie, de l'aménagement du territoire, de l'architecture et du développement durable.

12 septembre-12 octobre 2008

Patrimoines en devenir à Clermont-Ferrand

L'exposition photographique « Patrimoines en devenir », présentée en 2007 à Paris à l'occasion des dix ans de la Fondation du Patrimoine, a débuté sa tournée en régions par le musée d'art Roger-Quilliot de Clermont-Ferrand... Une halte d'un mois, grâce au partenariat du Groupe Michelin, membre fondateur et mécène de la Fondation, et de la ville de Clermont-Ferrand.



Buron de Salers

RENDEZ-VOUS

Novembre 2008

Stand up !

Lorsque novembre fait salon, il faut compter avec la Fondation ! Afin de mieux asseoir sa notoriété et conforter l'image de ses partenaires mécènes, la Fondation du Patrimoine renforce en effet sa présence lors des rendez-vous essentiels de l'automne. Visible sur deux stands, dont l'un spécifiquement dédié aux partenariats avec les grandes entreprises mécènes, elle participera ainsi activement au Salon international du patrimoine culturel dont la quatorzième édition – 250 exposants, 20 000 visiteurs attendus – conjugue deux thèmes essentiels pour l'avenir du patrimoine : mécénat et tourisme culturel. L'occasion aussi d'y organiser une table ronde sur « La Fondation du Patrimoine et ses mécènes : un partenariat gagnant-gagnant » (jeudi 6 novembre à 16 h, au carrousel du Louvre, à Paris). Et quelques jours plus tard (voir agenda), la Fondation du Patrimoine sera à nouveau de sortie, Porte de Versailles cette fois, afin de présenter ses missions et activités devant les milliers de décideurs publics (élus et fonctionnaires territoriaux) attendus au Salon des maires et des collectivités locales (SMCL).

20 et 21 septembre 2008
Journées européennes du patrimoine

Sites patrimoniaux et monuments participent au rayonnement culturel par l'exceptionnel écrin qu'ils offrent aux artistes... Pour leurs 25 ans, les Journées européennes du patrimoine exploraient le thème « Patrimoine et création », donnant ainsi l'occasion de réfléchir aux diverses possibilités d'aménagement culturel, urbain et paysager que ce couple fécond peut générer sur un territoire... Et comme chaque année, la Fondation du Patrimoine était partenaire institutionnel de l'événement, ses délégations régionales profitant du week-end pour lancer des souscriptions, signer des conventions de mécénat et célébrer des restaurations.

22 septembre 2008
Total signe pour l'observatoire de Nice

Dans le cadre de la convention triennale de mécénat conclue avec la Fondation du Patrimoine, Total va consacrer près de 220 000 euros à la remise en état de

différents bâtiments de l'observatoire de Nice datant de la fin du XIX^e siècle.



OBSERVATOIRE DE NICE

13 et 27 septembre
Nos moulins ont de l'avenir

Sur pivot, à eau ou à vent... Tous les moulins étaient au rendez-vous de ce premier concours organisé par la Fondation du Patrimoine, la Fédération des moulins de France et la Fédération française des associations de sauvegarde des moulins. Parmi les 41 dossiers ont été primés, pour sa restauration, le moulin de Lançay (photo ci-contre), situé



PHILIPPE CARON

à Questembert (Morbihan), et pour sa mise en valeur, le Moulin des princes, à Chantilly (Oise). Chaque prix est doté de 5 000 euros par la Fondation du Patrimoine.

EN BREF

La Fondation dans de nouveaux murs

Le siège national de La Fondation du Patrimoine était installé depuis trois ans dans l'hôtel de Vigny, rue du Parc Royal, dans le centre historique de Paris. L'Etat, propriétaire des lieux, ayant décidé de se séparer de ce bien, la Fondation a fait l'acquisition de nouveaux locaux et sera, à compter du 15 décembre, au 21-23 rue Charles Fourier, dans le 13^e arrondissement (métro Tolbiac). Le numéro de téléphone reste inchangé (01 53 67 76 00).

Les mille projets des Pays de la Loire

La délégation des Pays de la Loire fête son 1000^e projet soutenu ! En présence de Jacques Auxiette, président du conseil régional et de Charles de Croisset, président de la Fondation du Patrimoine, la journée du 24 octobre célébrera les 1000 projets de la délégation et mettra en lumière 10 réalisations publiques et privées particulièrement exemplaires. Une table ronde abordera les caractéristiques techniques et financières des opérations de restauration du bâti ancien. Opérationnelle depuis 2000, la délégation des Pays de la Loire a su développer, en lien avec les collectivités et les partenaires privés, une action efficace et durable qui fait d'elle un acteur incontournable de la sauvegarde du patrimoine dans la région.

L'AGENDA DES PROCHAINS MOIS • Du 6 au 9 novembre 2008 Mécénat et tourisme culturel sont au centre de la 14^e édition du Salon international du patrimoine culturel au carrousel du Louvre, à Paris • **Du 25 au 27 novembre 2008** Salon des maires et des collectivités locales, Porte de Versailles, Paris 15^e, avec la remise du prix du Mécénat populaire, sur le stand de Dexia • **2 décembre 2008** Remise des XIV^e « Rubans du Patrimoine » par l'Association des maires de France, Dexia, la Fédération française du bâtiment et la Fondation du Patrimoine. 47 prix départementaux, 11 prix régionaux et 5 prix nationaux, parmi lesquels la commune de Saint-Léonard-de-Noblat (Haute-Vienne) pour la restauration du moulin du Got et la ville de Le Pin (Deux-Sèvres) pour la restauration intérieure de l'église Notre-Dame (photo ci-contre). Ces édifices ont fait l'objet d'une intervention financière de la Fondation du Patrimoine • **4 décembre 2008** Rencontre autour du patrimoine bâti et des capteurs solaires, proposée par l'Institut universitaire des métiers du patrimoine, adhérent du Club des Partenaires de la Fondation du Patrimoine, à Troyes (Aube).



BF



« Patrimoines en devenir » est édité par la Fondation du Patrimoine • **Siège social:** 10, rue du Parc Royal, 75003 Paris - Tél.: 01 53 67 76 00 - Fax: 01 40 70 11 70 - Mail: info@fondation-patrimoine.com • **Site:** www.fondation-patrimoine.com • **Directeur de la publication:** Charles de Croisset • **Conception et maquette:** Pascale Distel • **Mise en page:** Franck Strippe • **Sécrétariat de rédaction:** Catherine Pagan • **Iconographie:** Fondation du Patrimoine • **Imprimeur:** imprimerie de Champagne • Semestriel • Dépôt légal à la parution, octobre 2008 • **Crédits photos:** DR et Fondation du Patrimoine.

Penser à l'avenir, c'est déjà prendre la bonne direction



➔ S'engager dans la durée

Pour construire aujourd'hui le monde de demain, les responsables locaux ont besoin d'un partenaire qui s'engage dans la durée. La banque Dexia a tissé, par son expertise partagée et ses actions partenariales, des relations de confiance avec les acteurs locaux, et elle les accompagne dans le développement durable de leurs territoires.

➔ Entretenir un dialogue de proximité

Implantée dans toutes les régions françaises, Dexia, 1^{er} partenaire financier du secteur public local, est aux côtés des élus et des responsables locaux dans leurs projets, au plus près de leurs attentes. Une écoute privilégiée des collectivités locales, des établissements de santé, et des organismes d'aménagement et d'habitat social.

➔ Proposer une gamme étendue de produits et de services

Financements sur mesure, partenariats public/privé, financements locatifs, optimisation de dette, gestion de trésorerie, gestion de patrimoine public, location et gestion de flotte automobile, assurance statutaire et produits d'ingénierie sociale, services bancaires, CESU, carte d'achat, prêts locatifs sociaux, etc.

Un savoir-faire développé aujourd'hui dans plus de 30 pays dans le monde.

Dexia, la banque européenne leader mondial du financement local.

DEXIA

*short term has no future**

* Le court terme est sans avenir.